

REVUE DE PRESSE

« La liberté d'information (FOI) ... est inhérente au droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est reconnu par la Résolution 59 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par les Articles 19 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui déclarent que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de « chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ Les intentions de la France sont ambiguës

Source : http://www.elwatan.com/hebdo/histoire/les-intentions-de-la-france-sont-ambigues-18-03-2016-316811_161.php

Moussa ABDI . Député FLN et initiateur d'un projet de loi pour la criminalisation de la colonisation

En Algérie, on ne célèbre pas cette journée uniquement pour se remémorer notre passé douloureux, mais surtout pour glorifier nos martyrs et pour que la nouvelle génération sache que l'indépendance ne nous a pas été donnée.



Nous l'avons arrachée grâce au courage de nos combattants. Par ailleurs, la célébration du 19 Mars en France n'a pas la même signification que sa commémoration en Algérie. A travers sa décision de rendre hommage aux victimes algériennes, François Hollande veut positiver ses actes et réaffirmer ce qui a déjà été dit : la colonisation sert à civiliser les peuples. A mon avis, cette nouvelle démarche de la France a donc deux lectures. La première est que la **France veut se rapprocher politiquement de l'Algérie pour ses intérêts.**

La seconde, le plus important, à mon avis, est qu'elle cherche à **perturber l'histoire et la mémoire algérienne.** Même si des efforts sont faits de la part des deux pays, je continue de croire que la France tient un **double discours.** Pourquoi célébrer le 19 mars et **refuser de s'excuser ?** Ses intentions restent donc ambiguës. Il est impossible de regarder ensemble vers l'avenir tant que les excuses ne sont pas prononcées officiellement.

NDLR : Un député FLN, qui de plus haineux, est-il un représentant de l'opinion algérienne ? Si oui, quant-est-ce que nos autorités, adeptes à la gèneflexion et à la contrition, comprendront....

Et aussi : <http://lci.tf1.fr/people/enrico-macias-sur-la-guerre-d-algerie-les-pieds-noirs-nous-sommes-8726521.html>

2/ François Hollande aura-t-il une pensée pour les victimes de la rue d'Isly ? –Auteur Manu GOMEZ-

Source : <http://www.bvoltaire.fr/manuelgomez/francois-hollande-aura-t-il-une-pensee-pour-les-victimes-de-la-rue-disly,247214>



Le président de la République, François Hollande, a été conseillé de commémorer les « accords d'Évian » du 19 mars 1962. Il s'est fait applaudir en Algérie ; grand bien électoral lui fasse.

Dans son entourage, quelqu'un pourrait-il lui conseiller d'avoir une pensée, même passagère, pour les victimes de sa propre armée française, le 26 mars de cette même année 1962, rue d'Isly à Alger (après le cessez-le-feu).

Des victimes innocentes, désarmées, qui ne souhaitaient que rester vivre dans un pays, dans des départements français.

Le 26 mars 1962, une manifestation pacifique part de BAB EL OUED pour se diriger par la rue d'Isly vers le plateau des Glières. Bien entendu, personne n'est armé, cela était absolument impossible compte tenu de l'état de siège dans lequel se trouvait Alger. Le rassemblement atteint la Grande Poste du boulevard Laferrière, lorsqu'une rafale part d'un fusil-mitrailleur mis en batterie au dernier étage du 64 de la rue d'Isly. Une deuxième rafale meurtrière déchaîne l'enfer...

Les tirailleurs algériens complètement affolés tirent sur tout ce qui bouge, vers les toits, sur la foule : c'est une tuerie. Des tirs sans sommation qui ont duré près de douze minutes.

Le bilan officiel sera de 46 morts et 200 blessés, dont 10 blessés chez les tirailleurs, victimes de balles perdues, et un seul mort (abattu par un officier alors qu'il achevait une femme blessée).

Un second rapport militaire fait état d'une centaine de morts et de plus de 200 blessés. À la morgue de l'hôpital de Mustapha, les corps étaient jetés par terre, nus, en vrac et ils ne seront pas rendus à leurs familles.

La vérité « officielle » sur ce massacre programmé n'est toujours pas reconnue par les différents gouvernements français et il serait étonnant qu'elle le soit un jour. Une certitude : ce massacre de la rue d'Isly et, par conséquent, l'objectif de cette manœuvre étaient la fracture totale entre les Français d'Algérie et l'armée métropolitaine, promise dorénavant au service de l'ALN. De Gaulle avait atteint son but.

La preuve directe de l'organisation par le gouvernement français, donc par de Gaulle en personne, du massacre des innocents le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger, nous est apportée par Christian Fouchet qui, rappelons-le, était Haut-Commissaire en Algérie ce 26 mars 1962, et ministre de l'Intérieur du 6 avril 1967 jusqu'au 31 mai 1968, où il est limogé par de Gaulle.

Voici le témoignage et l'aveu de Christian Fouchet le 28 octobre 1969 : « J'en ai voulu au Général de m'avoir limogé au lendemain de Mai 1968. C'était une faute politique. De Gaulle m'a reproché de ne pas avoir maintenu l'ordre en mai 68.

– « Vous n'avez pas osé tirer », m'a-t-il dit.

J'aurais osé s'il l'avait fallu – lui ai-je répondu. Souvenez-vous de l'Algérie et de la rue d'Isly. Là, j'ai osé et je ne le regrette pas parce qu'il fallait montrer que l'armée n'était pas complice de la population algéroise (Source : Jean Mauriac, *L'après-de Gaulle – notes confidentielles 1969/1989*, page 41).

Dès le cessez-le-feu proclamé le 19 mars 1962, l'armée française, sur les ordres de DE GAULLE et de quelques officiers supérieurs (les généraux KATZ, DEBROSSE et AILLERET), a perdu son honneur car elle n'a pas éprouvé le moindre état d'âme quand il a fallu tirer sur des Français qui défendaient une terre française à Alger et ne s'est pas opposée au massacre, par l'ALN, des Français à Oran. Honneur aux officiers de notre armée qui ne se sont pas parjurés.

NDLR : Qui sont les criminels ayant choisi le 4^{ème} Régiment de Tirailleurs Algériens pour faire du maintien de l'ordre en ville ? Sans compter la peur diffuse des soldats peu aguerris à ce genre de situation dans un contexte si brûlant dont : AMRATI Mohamed (tireur au fusil-mitrailleur) - Khelifa BEN SBKHAOUI - Youssef BEN AÏSSA - Ali BEN AMAR- MANIS Moktar - Caïd MOHMED- BENDEKIN – BELLAT Laidi – BLIKHERI Messaoud – KHELIFA Abderrahmane - Ziane BEN AMAR – GUEZALAH Mohamed – MOUJNIBAG Mohamed - HABIBI Amar

3/ L'OAS en Algérie Française

NDLR : Lors des commémorations du 19 mars nous avons pu lire, ci et là, que cette période transitoire à l'indépendance avait été ensanglantée par les actions de l'Organisation Armée Secrète (OAS). C'est ce qu'écrivent dans un point de vue livré par les historiens Mohamed HARBI et Gilles MANCERON :

«... Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, en juillet 1962, l'OAS a tué près de 3 000 personnes : plus de 2 500 Algériens et environ 400 personnes parmi les militaires, policiers, fonctionnaires français et parmi les Européens d'Algérie qui n'étaient pas d'accord avec elle... Cette violence, qui s'est étendue à la France – où elle a fait 71 morts et 394 blessés, et choqué profondément l'opinion publique –, explique en grande partie que le cessez-le-feu n'ait pas marqué en Algérie l'arrêt immédiat des affrontements ».

A les lire seule l'OAS est coupable et par « omission » le FLN presque admis aux oeuvres de la bienfaisance humanitaire. On croit rêver !

Faut-il, encore et encore, rappeler que l'O.A.S a été créée officiellement en Espagne le 10 février 1961 lors d'une réunion entre SALAN, SUSINI et LAGAILLARDE. Après le putsch d'Avril 1961 cette résistance entre ouvertement en conflit en Algérie ; comme le FLN, l'OAS s'en prend d'abord aux signes et aux symboles d'un Etat français abhorré et le commissaire central d'Alger, Roger GAVOURY, tombe ainsi sous ses balles le 31 mai 1961.



Raoul SALAN (1899/1984)



J. Jacques SUSINI (1933/....)



Pierre LAGAILLARDE (1931/2014)

http://www.jesuismort.com/biographie_celebrite_chercher/biographie-raoul_salan-9038.php

http://babelouedstory.com/ecoutes/susini_txt/susini_txt.html

https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Lagaillarde

Les événements d'Algérie ont débuté le 1^{er} novembre 1954 avec les premiers meurtres du FLN.

Il est donc temps de vous offrir un autre point de vue, celui de Dominique VENNER :



Dominique VENNER (1935/2013) : https://fr.wikiquote.org/wiki/Dominique_Venner

« Cinquante ans après, réflexions sur l'OAS »

Extraits [...]

«... Qu'est-ce que l'OAS ? Ce fut d'abord une appellation qui rappelait l'époque de la Résistance dont plusieurs de ses futurs inspirateurs avaient gardé la nostalgie : "Organisation Armée Secrète". Une appellation fort peu politique et dépourvue de signification idéologique. Elle correspond assez bien à ce que fut cette "organisation" assez peu organisée, dont on peut retenir trois composantes et plusieurs significations.

« L'OAS fut d'abord le mouvement de résistance des Européens d'Algérie (à l'époque, on ne disait pas "pieds noirs") après l'échec du putsch des généraux du 22 avril 1961. Ces Français se sentaient trompés et abandonnés, menacés dans leur existence. Ils pressentaient qu'ils seraient contraints de fuir leur pays sous le coup d'une épuration ethnique voulue par le FLN algérien avec la complicité de l'Etat français. Celui-ci déclina en effet toutes ses forces contre les victimes de sa politique avant et après les "accords" d'Évian (18 mars 1962). Il brisa par la force la révolte de Bab el-Oued (quartier européen et populaire d'Alger) comme l'armée soviétique à Budapest en 1956. Il fit tirer sur la foule désarmée devant la Poste d'Alger, le 26 mars 1962 (63 morts). Il assista passivement aux enlèvements et égorgements d'Européens par le FLN et aux massacres d'Oran (5 juillet 1962). Il ne fit rien pour aider et accueillir le flot des rapatriés qui cherchèrent refuge en France à partir de juillet 1962. Il laissa massacrer les harkis en leur retirant la nationalité française, tout en interdisant à l'armée de les secourir. Dans son livre "Un Silence d'État", s'appuyant sur les archives officielles, l'historien Jean-Jacques JORDI (Editions Soteka, 2011) a apporté la preuve que les violences de l'OAS ont été des ripostes désespérées aux violences visant les Européens, et ne peuvent en aucun cas justifier celles de l'État français ou du FLN. L'historien Jean MONNERET a apporté des preuves identiques concernant les massacres d'Oran ("La tragédie dissimulée, Oran, 5 juillet 1962", Michalon, 2012)...]

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'intégralité : <http://www.dominiquevenner.fr/2012/05/cinquante-ans-apres-reflexions-sur-loas/>

Pour compléter ou préciser, l'historien Guy PERVILLE écrit : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php?id_article=160

« Le bilan de l'OAS est donc celui d'une action terroriste de plus en plus violente et de moins en moins sélective, qui aurait tué 2.200 personnes, (dont environ 85% de musulmans) sans réaliser aucun de ses objectifs. Elle souffrit d'une contradiction majeure entre le refus moral d'accepter la victoire du terrorisme du FLN et la tentation d'imiter ses méthodes pour leur efficacité. Contrairement à ce que ses anciens membres veulent croire, elle n'a pas bien protégé les Français d'Algérie, puisque ses attentats provocateurs ont provoqué en représailles plus de 3.000 enlèvements du 19 mars au 31 décembre 1962. Elle est apparue comme le dernier obstacle au rétablissement de la paix, mais il ne faut pas oublier que **son terrorisme était resté moins meurtrier que celui du FLN jusqu'en janvier ou février 1962** (suivant les statistiques officielles des préfectures de police d'Alger et d'Oran). On ne peut pas prétendre que la guerre d'Algérie se serait bien terminée si l'OAS n'avait pas existé, parce que son existence même était un résultat inévitable de cette guerre...»



Les chiffres :

Les voici. Les plus faciles à établir sont ceux des pertes de l'armée française. 1,3 million de soldats – et non pas 3 millions – ont été envoyés en Algérie. Selon les autorités françaises, du 1^{er} novembre 1954 au 19 mars 1962, les pertes des « forces de l'ordre » se sont élevées à 24 614 morts (15 583 tués au combat ou par attentat, 7 917 morts accidentellement en manipulant des armes à feu ou au volant d'une Jeep, d'un GMC lancés trop vite sur les routes d'Algérie, 1 114 par maladie ou suicide), parmi lesquels environ 4 500 musulmans ; 64 985 blessés (35 615 par combat ou attentat, 29 370 par accident) et 450 prisonniers non rendus. Le total des pertes françaises militaires approche donc les 25 000 hommes.

Les victimes civiles du terrorisme du FLN sont au nombre de 19 166 morts (2 788 Européens et 16 378 musulmans), 21 151 blessés (7 541 et 13 610).

Les pertes des « rebelles » tués dans des opérations militaires ou policières sont de 141 000 (soit environ dix fois plus que les pertes militaires françaises au combat). Quant à la guerre civile entre le FLN et le MNA, elle aurait fait 6 000 tués et 14 000 blessés en Algérie, 4 055 tués et près de 9 000 blessés en France...

(Source : <http://www.histoire.presse.fr/dossiers/drames-guerre-algerie/vrai-bilan-victimes-01-10-1994-91687>)

Mais la violence ne cessa pas le 19 mars 1962... Le FLN continua son terrorisme "silencieux" surtout par des enlèvements, souvent suivis d'assassinats dont 1 249 civils et 92 militaires. Au printemps qui précède l'indépendance, on compte 2 788 tués, 7 541 blessés. Surviennent alors les massacres des civils d'ORAN, le 5 juillet 1962, avec 900 morts ou disparus selon JJ JORDI. A ces chiffres il ne faut pas oublier nos compatriotes HARKIS dont les chiffres de disparitions ou d'assassinats oscillent de 70 000 à 150 000 morts.

4/ Raoul GIRARDET

Raoul GIRARDET, né le 6 octobre 1917 et mort le 18 septembre 2013, est un historien et universitaire français, spécialiste des sociétés militaires et du nationalisme français.

Agrégé d'histoire et docteur ès lettres, Raoul GIRARDET fut professeur à l'université de Paris, à l'Institut d'études politiques de Paris

Cliquez SVP sur ce lien : https://fr.wikipedia.org/wiki/Raoul_Girardet



Il fut l'un des meilleurs connaisseurs de la société militaire, auquel il consacra un livre classique, bien qu'ancien *La société militaire française de 1815 à nos jours* (Première édition en 1953). Professeur à Science-Po, il a marqué toute une génération

d'étudiants dont Jean-Pierre CHEVENEMENT, Laurent FABIUS ou Jacques ATTALI. Outre sa passion pour la chose militaire, Raoul GIRARDET était un spécialiste de l'histoire du nationalisme français et de l'idée coloniale.

Parallèlement à ses travaux universitaires, Raoul GIRARDET s'était engagé politiquement. Il fut d'Action française dans sa jeunesse, avant de rejoindre la Résistance puis de soutenir l'Algérie française et l'OAS. Il avait raconté son itinéraire dans un livre d'entretiens avec Pierre ASSOULINE : "*Singulièrement libre*" (1993).

Extraits de l'article de G. Gros, « Raoul Girardet (1917-2013) : *historien de ses propres passions* », *Cahier d'histoire d'immédiate*, n° 45, 2014, pp. 199-217.

[...Restaurer l'Etat et sauver l'Algérie

Alors que Raoul GIRARDET bifurque vers l'université, l'insurrection algérienne de 1954, ravive chez lui un rêve de grandeur et une soif de militantisme qui se confondent avec un discours contre cette IVe République illégitime à ses yeux depuis ses origines et très décriée dans les différentes publications auxquelles il collabore. S'ouvre ainsi dans l'itinéraire de l'historien réengagé une longue séquence (1954-1965) que l'on peut scinder en deux moments. Le premier est celui de l'espoir et de l'enthousiasme quand il milite pour l'Algérie française et en faveur du retour du général de GAULLE incarnant l'espoir d'un nationalisme rénové. Le second est l'histoire d'un rêve brisé quand De Gaulle fin 1960 prépare au désengagement de l'Algérie : il conduit Girardet à soutenir l'OAS.

[...L'Esprit public et l'OAS

La fin de l'année 1960 constitue donc un tournant pour Girardet et tous ceux qui refusent le nouveau discours sur l'Algérie. Certains collaborateurs de *La Nation française* estiment avoir été trahis par le chef de l'État et son évocation d'une probable « République algérienne » (4 novembre 1960) suivie par l'annonce du référendum sur l'autodétermination. Au sein du journal de Pierre BOUTANG qui suit De GAULLE par le truchement de son soutien à la ligne du Comte de Paris qui espère être un jour appelé à succéder au chef de l'Etat, éclate alors une dissidence. La bande de l'*Étudiant français* se scinde avec d'un côté BOUTANG/ARIES et de l'autre Raoul GIRARDET, Philippe BRISSAUD, François LEGER notamment qui partent avec Jean BRUNE, Roland LAUDENBACH, Jules MONNEROT, Philippe HEDUY et Philippe MARCAIS fonder *Esprit public* qui tend à devenir une tribune de l'Organisation de l'Armée Secrète. L'ambition de cette publication dont le premier numéro est publié le 17 décembre 1960 et dans laquelle R. Girardet dit jouer un rôle de premier plan jusque fin 1962 est de lutter par tous les moyens pour le maintien de l'Algérie française : par la plume et par l'action.

[...]

Alors que ses actions subversives n'auraient pas dépassé selon l'historien le stade des velléités dans le domaine de la collecte de l'information, il est arrêté à Marseille en septembre 1961 puis transféré à Paris, rue des Saussaies avant d'être assigné à résidence au centre de Beaujon où il retrouve pour plusieurs semaines Philippe BRISSAUD et Jean-Yves ALQUIER.

[...]

Après sa libération, Raoul GIRARDET, poursuit sa collaboration à *Esprit public* et à *Combat* dont il tire, à nouveau, un ouvrage militant au cours de l'année 1962 intitulé *Pour le tombeau d'un capitaine* qui paraît aux éditions de l'Esprit nouveau, maison d'édition de l'*Esprit Public*. Découpé en sept parties, cette compilation constitue une sorte de bréviaire de l'état d'esprit de Raoul GIRARDET. Méditation sur une politique de l'abandon, « ce visage de la France du "dégagement" algérien » qui rappelle la dérobade de 1940, Raoul GIRARDET l'associe plus largement à une démission civique des élites du gaullisme : « *Ainsi le grand renoncement algérien a-t-il été suivi du grand renoncement de la démocratie française. Ainsi a pu s'établir dans ce pays une sorte de fascisme du pauvre qui n'exige de ses fidèles que de croire, d'obéir et... de voter.* »...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité : <http://philippe-aries.histoweb.net/spip.php?article116>

5/ Le Maghreb à l'ombre des épées - Auteur Jean DANIEL -



La Tunisie n'a jamais été aussi menacée qu'aujourd'hui par l'Etat islamique. Une situation qui pourrait se profiler en Algérie.

Extraits [... Après la Tunisie, l'Algérie ?

Maintenant l'Algérie. Ce 19 mars 2016, François HOLLANDE a choisi de participer aux commémorations du cessez-le-feu qui a suivi en 1962 les accords d'Evian, à la suite d'un conflit qui aura duré, sous sa forme violente, près d'une dizaine d'années. Le souvenir du feu qui a cessé n'a fait que raviver celui des polémiques. Le cessez-le-feu n'était pas l'indépendance ! Si les Algériens avaient fait de leur pays un Etat unitaire et vraiment démocratique, comme ils s'étaient promis – solennellement et magnifiquement – de le faire, lors du congrès de la

vallée de Soummam, en Kabylie, nous aurions affaire, non seulement à un Etat, mais à un pays. Une immense nation, la plus étendue d'Afrique, derrière le Nigeria, et qui a été pendant des années, la plus prospère avant la terrible chute du prix du pétrole.

Le djihadisme, ou tout au moins l'esprit non forcément violent de l'islam radical, n'a pas cessé de se manifester auprès de la population. Mais c'est en décembre 1991 que le destin de la révolution algérienne et de sa vocation musulmane a changé : en effet, l'armée est intervenue pour mettre fin au processus électoral, dont le premier tour s'est déroulé le 26 décembre 1991, remporté haut la main par le Front islamique du Salut (FIS).

S'est ensuivie une atroce guerre civile dont tous les Algériens ont aujourd'hui encore un souvenir cuisant. Lorsqu'on parle de la guerre avec un Algérien, il arrive souvent qu'on ne pense pas à la même période. C'est pourquoi on n'a pas compris la docilité, et, parfois, la torpeur avec laquelle toute une population refusait de choisir, entre l'exil et la soumission. Notre ami l'écrivain Boualem SANSAL croit pouvoir affirmer que le pouvoir en France a pris le parti du despotisme algérien. Tiens donc !

Boualem SANSAL : le kamikaze

Mais quel parti Boualem aurait-il désiré que l'on prît pour rester tout de même dans la lutte anti-Daech ? Il y aurait une formation d'avenir en Algérie ? Il suffit de la faire connaître. Il y a un million d'Algériens en France, et un **million de Français** en Algérie.

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article dans son intégralité : <http://tempsreel.nouvelobs.com/signatures/jean-daniel/20160323.OBS7026/le-maghreb-a-l-ombre-des-epees.html>

6/ Les monts de Tlemcen intégrés au réseau mondial des réserves de biosphère de l'Unesco



Extrait [...La réserve forestière du massif Tlemcénien, située dans le voisinage du parc national, couvre une superficie estimée à 8.222 hectares et comprend 13 zones dont 13 communes dont celles de BENI SNOUSS, BENI BEHDEL, AÏN FEZZA et MANSOURAH. La réserve compte un couvert composé de plusieurs essences comme le pin d'Alep, le chêne liège, le chêne vert et les marrons de liège...]

Cliquez SVP sur ce lien pour lire cet article : http://www.huffpostmaghreb.com/2016/03/23/les-monts-de-tlemcen-integres-au-reseau-mondial-des-reserves-de-biosphere-de-lunesco- n_9530270.html

7/ Vingt ans après, les moines de Tibéhirine restent otages des relations franco-algériennes

« *Je veux bien pardonner*, assure le père Armand VEILLEUX. *Mais à qui dois-je accorder mon pardon ?* » Vingt ans après leur enlèvement, dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, les circonstances de l'assassinat des sept moines de Tibéhirine, un monastère situé à 80 km au Sud d'Alger, n'ont toujours pas été élucidées. Faut-il attribuer la mort des proches du père VEILLEUX, l'ancien procureur général de l'ordre cistercien, au Groupe islamique armé (GIA) ? Faut-il voir derrière leur décapitation le bras des services secrets algériens ? Celui de l'armée nationale ? Deux décennies n'ont pas suffi à explorer toutes les pistes d'un dossier aussi dense que le maquis de l'Atlas blidéen, et aussi complexe que les relations qui unissent la France et l'Algérie.



L'avancée de l'enquête a toujours été soumise aux aléas diplomatiques. Elle compte plusieurs zones d'ombre, mais une chose est sûre : « *Les autorités algériennes ont fait des entraves permanentes à la recherche de la vérité*, déplore Patrick BAUDOIN, avocat des familles parties civiles et président d'honneur de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme. *Pourquoi ce manque total de coopération ? Comment l'expliquer, si ce n'est par la crainte d'une vérité gênante, voire compromettante ? Ce comportement est un aveu de reconnaissance de responsabilité. Il n'y a aucune autre explication possible.* »

« Refus de coopération »...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/25/vingt-ans-apres-les-moines-de-tibehirine-restent-otages-des-relations-franco-algeriennes_4890244_3212.html

Et aussi : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/25/vingt-ans-apres-les-moines-de-tibehirine-restent-otages-des-relations-franco-algeriennes_4890244_3212.html7/

8/ DAECH : Les Groupes Terroristes instrumentalisent le passé colonial...

« Pour DAECH, le passé colonial de la France est la première raison d'en faire l'ennemi principal en Occident » David THOMSON, pour son livre « *Les Français djihadistes* » (Les Arènes), a mené de nombreux entretiens avec des Français ayant rallié DAECH et il le reconnaît : « *La colonisation est dans l'esprit de tous les combattants, particulièrement ceux qui sont d'origine algérienne. Ils évoquent souvent les crimes commis pendant la décolonisation mais surtout durant la conquête de l'Algérie* »....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.pressreader.com/france/le-point/20160324/282252369653987/textview>

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO

